

**CONTRIBUTION AU DEBAT PUBLIC
SUR LA POLITIQUE DES TRANSPORTS
DANS LA VALLEE DU RHONE ET L'ARC LANGUEDOCIEN**

Nom :
Prénom :
Organisme :Mairie de Livron
Coordonnées :
Lieu :Livron
Date : avril 2006

Extrait d'un article publié dans LIVRON L'INFO N° 22 (magazine municipal de LIVRON SUR DROME) – AVRIL 2006

Politique des transports en Vallée du Rhône : contribution au débat public

Dans cet article, pas de chiffres, seulement une réalité basée sur l'expérience et du bon sens. Chaque Livronnaise et Livronnais constate en été, et en d'autres périodes, de fêtes ou de fin de semaine, que l'autoroute est saturée, et craint que cela aille en s'aggravant.

Avec le rapport Blanchet, du nom de l'ingénieur général des Ponts et Chaussées, chargé d'établir ce document à la demande de l'état et intitulé « **Vallée du Rhône et arc languedocien, Éléments de réflexion pour un dialogue sur la politique des transports.** », le processus d'ouverture du débat s'est enfin engagé.

Ce rapport de 163 pages est sensé aborder toutes les possibilités d'alternatives au tout autoroutier, mais, en réalité, on se rend compte qu'il est plutôt orienté, dans la mesure où il préconise comme seule solution à l'augmentation de la circulation routière l'élargissement de l'A7 actuelle entre Valence et Orange.

Cet élargissement consisterait à porter à « deux fois x trois plus deux voies » (2x(3+2)), l'autoroute existante par la construction d'une infrastructure additionnelle et indépendante (appelée co-axiale), disposant de points de liaison avec la première, pour optimiser son fonctionnement (page 119 du rapport Blanchet).

Cette proposition s'appuie sur des données que nous jugeons fausses : elles indiquent que la majorité des circulations sur l'A7 sont à caractère local, ou régional. Pour nous, ces chiffres sont faux, car il est clair qu'un grand nombre de camions sont des circulations de transit du sud de l'Europe, vers le nord et l'est de celle-ci, et vice versa. Beaucoup de véhicules légers qui circulent sur cette autoroute ne font que passer et n'amènent aucune retombée économique à notre localité, si ce n'est...des retombées de CO² et de gaz à effet de serre.

Ces circulations de transit doivent emprunter d'autres modes de transport. Les marchandises en transit pourraient être transportées par voies ferrées, fluviales, ou maritimes. Les personnes en transit pourraient faire transporter leurs véhicules par voie ferrée, comme cela existait il y a quelques décennies (Train-auto).

La municipalité de Livron, comme de nombreuses autres localités le long de cet axe saturé, dit « **NON à l'élargissement de l'A7** » et c'est pour mieux se faire entendre qu'à l'initiative du Maire de Saulce, une association, type loi de 1901, s'est créée, à laquelle la commune de LIVRON a adhéré par délibération du conseil municipal du 17 octobre 2005, après avoir, quelques mois auparavant (en mars 2005), adopté à l'unanimité une autre délibération exigeant que soit sérieusement et rigoureusement étudiées les solutions alternatives au doublement de l'A7.

Nous ne pouvons tolérer une pollution accentuée, et une destruction de l'environnement par une nouvelle emprise de l'autoroute sur les terres agricoles. Tout cela au nom de la libre circulation des marchandises et des personnes.

Certes les marchandises et les personnes doivent circuler librement, mais pas à n'importe quel prix, et surtout pas au mépris des populations qui vivent et travaillent sur cet axe stratégique.

Comme la zone de Printegarde sert de déversoir au Rhône en cas de problèmes, la N7 et certains de ses axes parallèles servent de « déversoir » à l'A7 en cas d'accidents sur celle-ci ; en effet lorsque l'A7 est « bouchée », ses usagers (en camion ou en voiture), sont dirigés sur la N7 et la N86, et leurs routes parallèles, avec tous les risques que cela comporte, en terme de sécurité pour les riverains.

On supporte déjà très mal aujourd'hui que la N7 serve de « variable d'ajustement. » à l'autoroute, qu'en serait-il dans l'avenir si l'A7 - désormais privatisée - était en plus « doublée »? De plus, depuis 40 ans, cette autoroute est **source de pollution**, une pollution atmosphérique et une pollution environnementale, que l'on ne voit pas, mais qui est bien réelle.

D'autres moyens de transports existent et doivent être développés : voies ferrées, voies fluviales, voies maritimes, et voies aériennes ; mais seule une volonté politique forte peut inverser la tendance du tout routier face aux lobbies pétroliers et économiques. Sachant qu'il faudra une bonne dizaine d'années pour la mise en œuvre d'une telle politique, il faut que dès maintenant des choix décisifs soient effectués, tenant compte des préoccupations des habitants de la Vallée du Rhône : c'est le moment, pour nous tous, de nous tenir informés et de nous exprimer sur ces projets.

